



L'Épargne Chez les Ouvriers Migrants des Entreprises de la Zone Industrielle de Yopougon (Côte d'Ivoire)

Mathias Kei^{[a].*}; Théophile Gahié^[a]

^[a]Sciences de l'Homme et de la Société, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire.

*Corresponding author.

Received 15 December 2016; accepted 27 December 2016
 Published online 26 January 2017

Résumé

Cet article analyse les logiques sociales qui sous-tendent la primauté de l'épargne sur les dépenses de consommation dites primaires chez les ouvriers migrants des entreprises de la zone industrielle de Yopougon. Il montre, en effet, comment l'épargne des ouvriers migrants est fortement déterminée par la nature et les objectifs assignés par le migrant à son projet migratoire. A ce propos, le texte démontre plus spécifiquement que l'épargne est mobilisée en vue d'être transférée aux groupes sociaux d'appartenance restés au pays. Ces envois de fonds participent d'une part, à l'amélioration du niveau de vie des groupes sociaux d'appartenance et d'autre part, à l'entretien et à la consolidation des liens sociaux dans les groupes sociaux d'appartenance du milieu d'origine.

Mots-clés: Transfert de fonds; épargne; Liens sociaux; Ouvriers migrants; Côte d'Ivoire

Kei, M., & Gahié, T. (2017). L'Épargne Chez les Ouvriers Migrants des Entreprises de la Zone Industrielle de Yopougon (Côte d'Ivoire). *Cross-Cultural Communication*, 13(1), 53-60. Available from: <http://www.cscanada.net/index.php/ccc/article/view/9180>
 DOI: <http://dx.doi.org/10.3968/9180>

INTRODUCTION

D'une manière générale, les études réalisées sur l'épargne distinguent deux formes possibles de l'épargne à savoir le formel et l'informel (Soko, 2012). Ces mêmes études postulent également que le problème de la formation de l'épargne ne peut être résolu sans une connaissance

des motivations qui sont à l'origine de l'épargne et de son emploi (Cyimpayé, 2001). Ces motivations sont certes difficiles à déceler, néanmoins, sur le plan micro économique, deux critères principaux concourent à sa formation : l'importance et la régularité du revenu. Dans cette optique, la littérature sur l'épargne montre qu'il existe une liaison étroite entre le revenu et la formation de l'épargne (CIADITB, 1988, p.21). L'amélioration du revenu se traduit immédiatement par un accroissement de l'épargne. Inversement, un fléchissement du niveau global du revenu a un impact négatif sur la formation de l'épargne. Cependant, cette constatation n'est valable qu'à partir d'un certain niveau de revenus. Les faibles revenus n'obéissent pas à cette règle parce que les besoins de consommation les plus élémentaires ne sont pas satisfaits, autrement dit, l'épargne ne peut exister que si le seuil de consommation de subsistance est dépassé. Or, le constat issu d'une enquête sur la structure sociale des dépenses de consommation des ouvriers journaliers des entreprises de la zone industrielle de Yopougon donne à voir qu'en dépit de la faiblesse du revenu des ouvriers migrants, l'épargne y est importante.

Toutefois, l'examen de la situation endogène de ces ouvriers migrants laisse transparaître une primauté de l'épargne sur les dépenses de consommation dites primaires. En d'autres termes, dans un souci d'épargner ou d'économiser leur faible revenu, les ouvriers migrants connaissent une détérioration de leur capacité de répondre aux besoins essentiels. Or d'un point de vue économique, l'épargne est une partie du revenu qui n'est pas consacrée à la consommation mais considérée comme une consommation différée dans le temps. L'acte de l'épargne est donc volontaire et vise à disposer d'une réserve de précaution à court terme ou dans une perspective de long terme à préparer la retraite et éventuellement à laisser un héritage (Strauss-Kahn & Kessler, 1982).

En revanche, Cissé (1969) propose une acception beaucoup plus large en ce sens qu'il définit l'épargne

des ménages comme la partie du produit de l'activité d'un individu qui ne fait pas l'objet d'une consommation immédiate, mais est conservée aux fins de consommation ou d'investissement différés. De ce point de vue, l'épargne serait alors le surplus réalisé après les besoins de consommation courante, en d'autres termes, elle représente la différence entre le revenu et les dépenses de consommation. Cette épargne, selon Cissé (1969, p.55), peut prendre la forme de l'épargne individuelle et l'épargne collective. Alors que les individus restent titulaires de leur épargne dans le cas de l'épargne individuelle, dans le cas de l'épargne collective, elle est constituée pour le groupe qui en est titulaire.

L'appartenance au groupe fait du membre (ou de ses dépendants) le bénéficiaire final de l'épargne collective, ce qui justifie parfois sa renonciation à l'épargne individuelle pour la constitution d'une épargne collective. L'auteur soutient par ailleurs que les habitudes sociales africaines jouent plus en faveur d'une épargne collective plutôt qu'à celle d'une épargne individuelle. Lelart (1990, p.41) abonde dans le même sens en affirmant que la faiblesse de l'épargne individuelle est due à une pression du milieu social qui s'exerce sur la personne afin qu'elle redistribue immédiatement le revenu perçu aux membres de la famille. Des lors, l'épargne collective apparaît comme un moyen de se soustraire à ces contraintes. Toutefois, la nature de l'épargne, individuelle ou collective, n'est pas déterminante de son mode d'utilisation. Une épargne individuelle peut faire l'objet d'utilisation aussi bien individuelle que collective. Il en est de même pour l'épargne collective.

La présente étude vise à analyser les logiques sociales qui sous-tendent la primauté de l'épargne sur les dépenses de consommation dites primaires chez les ouvriers migrants des entreprises de la zone industrielle de Yopougon. Plus spécifiquement, il s'agit d'une part d'identifier les représentations de l'épargne, les pratiques et les usages de l'épargne des ouvriers migrants et d'autre part, de montrer la façon dont l'épargne régule les rapports au sein des groupes sociaux d'appartenance (famille, cercle d'amis) restés dans le pays d'origine.

1. MATÉRIELS ET MÉTHODES

Ce présent article sur l'épargne des ouvriers migrants des entreprises de la zone industrielle de Yopougon s'appuie sur les données des travaux de thèse réalisée sur trois années (2013-2014, 2014-2015, 2015-2016)¹ sur la structure sociale des dépenses de consommation des ouvriers journaliers des entreprises de la zone industrielle de Yopougon. Ces travaux de recherche se veulent

¹ Voir les données collectées lors des recherches menées par Gahié T., entre 2013 et 2016, pour la réalisation de sa thèse à propos de la structure sociale des dépenses de consommation des ouvriers journaliers des entreprises de la zone industrielle de Yopougon.

qualitatifs. Toutefois, le questionnaire élaboré pour l'enquête présente certains aspects quantitatifs notamment les caractéristiques socioéconomiques des personnes enquêtées.

L'échantillonnage a été construit à partir de la méthode dite de saturation (Depelteau, 2000)². Ainsi, 63 ouvriers journaliers dont 51 nationaux et 12 migrants ont été interviewés à l'aide de guides d'entretien élaborés à cet effet. Pour les besoins du présent article, un autre guide d'entretien a été adressé spécialement aux 12 ouvriers migrants. Ce nouveau guide a porté sur les thématiques suivantes: les conditions de vie des ouvriers migrants, leurs représentations sociales de l'épargne, leurs pratiques et usages de l'épargne, les dynamiques familiales et relationnelles en rapport avec leur comportement d'épargne. La grille d'observation s'est intéressée, quant à elle, à capter d'une part la manière dont vivent les ouvriers migrants et d'autre part, les différents montants de l'épargne ainsi que les montants transférés dans les pays d'origine des migrants. Dans l'optique de trianguler les informations recueillies auprès de ces ouvriers migrants, des focus groups ou entretiens de groupes ont été menés. De façon spécifique ces entretiens de groupes se sont déroulés avec 5 ouvriers migrants célibataires et 7 ouvriers migrants en couple.

Ces données primaires ont été retranscrites manuellement afin de constituer des corpus d'informations. Elles ont été ensuite complétées par celles dites secondaires issues de recherche documentaire. Enfin, toutes ces données recueillies ont fait l'objet d'une analyse du contenu telle que développée par Bardin (2007). Ce procédé méthodologique a permis de dégager les catégories analytiques ci-après.

2. RÉSULTATS

2.1 Représentations Sociales, Pratiques et Usages Associés à L'épargne des Ouvriers Migrants

Malgré un niveau de vie globalement contraint, les représentations sociales qu'ont les ouvriers migrants du revenu sont instructives: la première finalité associée au revenu est la réalisation de l'épargne de manière beaucoup plus prononcée. Cette capacité à économiser, «à mettre de côté» des revenus, se fait de deux manières chez ces acteurs à l'étude à savoir l'épargne formelle et l'épargne informelle.

En ce qui concerne l'épargne formelle, l'analyse transversale du corpus rend compte de deux formes d'épargne formelle: l'épargne classique qui consiste à l'ouverture d'un compte d'épargne dans une banque classique et l'épargne mobile money qui désigne un

² La saturation est atteinte lorsque le phénomène investigué n'apporte plus rien de nouveaux en termes d'informations recherchées.

compte d'épargne à partir d'un numéro de téléphone mobile. L'épargne classique apparaît la moins utilisée chez les acteurs à l'étude à cause des procédures administratives qu'elle exige. Le discours de cet enquêté évoque ces faits:

(...) non je n'ai pas de compte à la banque. J'ai juste un compte orange money (...) Les banques sont trop compliquées surtout pour nous les étrangers, on n'a pas de papier et puis on ne sait pas bien lire. Alors qu'en banque il faut écrire c'est ça qui fait que je ne mets pas mon argent là-bas.

Contrairement à l'épargne classique, l'épargne mobile money est quasiment utilisée par l'ensemble des enquêtés. L'intérêt des acteurs pour ce type d'épargne formelle s'explique par la souplesse de ce système. Comme illustrent les propos ci-après:

(...) Abidjan ici chacun a un compte money, moi j'ai deux comptes : orange money et moov money. C'est sur ces deux comptes que je garde mon argent (...) Ça demande pas grand-chose et c'est rapide surtout on trouve les agences money partout. En tout cas, c'est pratique et c'est mieux qu'en banque parce qu'on n'a pas besoin d'avoir les papiers et de savoir lire pour avoir son compte (...) Le seul problème qu'on rencontre souvent c'est quand il y a un problème de réseau. Dans ce cas les retraits sont impossibles. A part ça, c'est très pratique.

Nonobstant la souplesse de ce type d'épargne mobile money, elle demeure toujours une épargne formelle en ce sens qu'elle s'inscrit dans le champ des socialités secondaires (Lida & Koffi, 2014), dans lequel les fonctions accomplies par les personnes importent plus que leur personnalité. L'inscription de l'épargne mobile money dans des relations impersonnelles est donc considérée par les acteurs à l'étude comme un facteur d'effritement des liens sociaux, à cause des difficultés d'accès à l'épargne en termes de quantité et de temps et même des problèmes techniques qu'on peut avoir sur le réseau.

Comme l'épargne formelle mobile money, l'épargne informelle est également adulée par l'ensemble des enquêtés. La quasi-totalité des enquêtés est inscrite dans les systèmes d'épargne informelle. Deux principaux réseaux informels recrutent les ouvriers migrants: la tontine et la caisse de solidarité. Le tableau ci-dessous renseigne sur la répartition des enquêtés selon les deux formes d'épargne informelle.

Tableau 1
Répartition D'enquêtés Selon les Deux Formes D'épargne Informelle

Epargne informelle	Tontine	Caisse de solidarité	Tontine et caisse de solidarité	Total
Valeur relative (%)	67	25	8	100

L'analyse du Tableau 1 montre que 67% d'enquêtés utilisent la tontine contre 25% pour la caisse de solidarité. 8% seulement d'enquêtés sont à la fois inscrits dans la tontine et la caisse de solidarité. En effet, la tontine apparaît comme une forme de cotisation à la semaine

ou à la quinzaine ou encore au mois et varient de 1000 à 20000 FCFA. L'engouement des ouvriers migrants pour la tontine s'explique par la facilité des acteurs de pouvoir disposer de liquidité à tout moment, autrement dit, avoir l'argent même si ce n'est pas son tour. Les propos d'enquêtés ci-après en donnent une illustration :

(...) dans notre tontine on est 10 et on cotise 5000 FCFA par semaine ce qui fait 50000 FCFA à prendre quand ton tour arrive (...) C'est très bon parce que ça passe vite et ça permet de régler les problèmes urgents.

(...) Tu sais on a souvent la pression des parents restés au pays alors qu'on n'a pas beaucoup d'argent, on se débrouille ici Abidjan donc c'est bon d'être dans une tontine là si y a problème et qu'on t'appelle tu peux facilement réunir un peu d'argent pour envoyer aux parents (...) En tout cas on s'arrange entre nous, tu peux prendre même si ce n'est pas ton tour, c'est pour s'entraider qu'on est dans les tontines.

En ce qui concerne la caisse de solidarité, elle est parallèle à une tontine et les cotisations varient de 500 à 2000 FCFA. La caisse de solidarité peut apparaître dans d'autre cas comme circonstancielle et les cotisations sont fixées selon les événements en cause. Son objectif est d'aider les nouveaux arrivants, de soutenir les membres lors de cérémonies coutumières très coûteuses comme les funérailles et le mariage, mais aussi dans d'autres circonstances comme la rentrée scolaire, la maladie, la perte d'emploi, etc..

Par ailleurs, ces deux formes d'épargne informelle réunissent toujours des gens selon certaines affinités, c'est-à-dire qu'elles sont développées dans des réseaux sociaux de parentés, d'amitié, de voisinage, de même village d'origine, de même ethnie ou d'interconnaissance. L'épargne informelle apparaît donc comme une épargne qui se fonde sur le principe de socialités primaires (Lida & Koffi, 2014). Comme telle l'épargne informelle est considérée comme une ressource d'entretien des liens sociaux, parce que la proximité relationnelle permet d'avoir accès plus facilement à son épargne.

Comme on peut le voir, dans la suite logique de leurs représentations de l'épargne, les représentations sociales de l'épargne formelle et informelle des ouvriers migrants sont-traversées simultanément par deux types de logiques : une logique économique et une logique sociale. Une analyse des motivations et usages de leurs épargnes rend également compte de ces deux formes de logique. En effet, les éléments de discours des enquêtés établissent que les motifs de l'épargne sont intrinsèquement liés aux raisons qui ont poussé à l'émigration. Le désir d'émigration est principalement lié aux conditions de pauvreté de la région d'origine ainsi qu'au désir d'améliorer le niveau de vie de la famille. Alors le motif premier de l'épargne des ouvriers migrants est l'aide à la famille ou au village d'origine. Dieng (2000) suggère à ce propos qu'en Afrique subsaharienne l'affirmation de la primauté du groupe sur la personne étant toujours la règle celui ou celle qui émigre vers un autre pays sait

qu'il se sacrifie pour améliorer le bien être de sa famille. Les trois extraits de propos ci-après sont particulièrement illustratifs de cet état de fait:

(...) en arrivant en Côte d'Ivoire mon objectif c'était d'aider un peu mes parents parce qu'au pays là-bas ce n'est pas facile, c'est justement ce qui fait que j'économise beaucoup depuis que je travaille à la zone ici (...) je me bats comme je peux pour soutenir mes parents avec l'argent que je gagne.

(...) je suis en Côte d'Ivoire depuis 2012 et ça fait un an et demi que je me débrouille à la zone de Yopougon (...) Même si le salaire n'est pas trop ça, je peux vous dire que j'arrive à mettre un peu de côté pour soutenir mes parents au pays. Ils ne regrettent d'ailleurs pas de m'avoir aidé à venir en Côte d'Ivoire.

(...) j'ai laissé mes deux enfants, ma femme et mes parents pour venir me chercher ici (...) Ce que je gagne là, je mange juste un peu et je garde le reste tu vois (...) Pratiquement chaque deux ou trois mois je leur envoie de l'argent pour manger, pour payer école des enfants, pour se soigner.

Ces verbatim traduisent l'importance du lien social dans les représentations sociales et les pratiques de l'épargne formelle et informelle. Ils corroborent les études de Servet (1996) qui postulent quatre types de mobiles subjectifs de l'épargne en Afrique subsaharienne: «*rendement et spéculation, précaution et sécurité alimentaire, maintien des solidarités sociales et volonté de réaliser un projet*». Le tableau ci-après dresse la répartition des enquêtés selon le mobile de l'épargne.

Tableau 2
Répartition des Enquêtés Selon le Mobile de L'épargne

Motivations de l'épargne	Epargner pour aider la famille	Epargne projet	Epargne retour	Epargne précaution	Total
Valeur relative (%)	42	25	16	17	100

L'analyse du Tableau 2 donne à voir que l'épargne pour aider son groupe d'appartenance demeure la première motivation (42%). Vient ensuite l'épargne projet (25%). L'épargne précaution (17%) occupe quant-à elle la troisième place suivie de l'épargne retour (16%) avec une différence de fréquences non significative. Comme on le voit, épargner pour aider la famille apparaît donc comme la principale motivation de l'épargne chez ces acteurs à l'étude.

Les représentations sociales de l'épargne chez les ouvriers migrants induisent en définitive une représentation sociale de l'épargne (formelle / informelle) fondée sur des envois de fonds dans leurs pays d'origine. Ces transferts sont largement déterminés par l'esprit d'entraide familiale et communautaire et le contexte d'économie de subsistance³. En claire, les transferts

financiers des ouvriers migrants à l'étude relèvent d'un contrat informel entre l'ouvrier migrant et sa famille restée au pays. Ce contrat est mutuellement profitable et comprend l'accord tacite de se procurer l'un à l'autre une assurance sur l'épargne (Heinfinbrant, 2001). Il existe différentes traductions de ce contrat informel qui préside aux envois de fonds. Ces envois de fonds se positionnent comme la traduction partielle des nécessités symboliques marquant la réussite et la présence de l'ouvrier migrant malgré son absence. Ces transferts d'argent apparaissent davantage comme le résultat d'un schéma décisionnel différent, fortement déterminés par la nature et les objectifs assignés par le migrant à son projet migratoire. Cette idée transparait dans les propos ci-après :

(...) mon frère (pour désigner l'enquêteur) c'est une obligation pour moi d'envoyer de l'argent à mes parents, les aider à se soigner, se nourrir et se réaliser, je ne sais pas mais c'est comme un devoir pour moi, c'est comme ça chez nous. Tu n'es pas là mais l'argent que tu envois parles à ton nom (...) On est ici pour réaliser au pays, moi par exemple j'ai une grande boutique au pays que mes parents gèrent (...) Je ne suis pas le seul à faire cela, tous les guinéens qui sont en Côte d'Ivoire font la même chose.

Ce propos qui exprime le projet migratoire de cet acteur indique que les envois d'argent tiennent à l'obligation sociale et familiale qui gouverne les comportements des ouvriers migrants. En d'autres termes, l'objectif des envois d'argent est d'assurer la survie sociale de la famille ou du groupe resté dans le pays d'origine. Ainsi, les fonds transférés sont destinés à des dépenses de consommation (nourriture, habillement, frais de scolarité des enfants, transport, santé); à des dépenses de logement, à des investissements économiques individuels et plus ou moins à des investissements collectifs (équipements villageois).

Comme on peut le voir, la logique qui sous-tend les transferts d'argent dans le pays d'origine, est largement collective. Ainsi, l'acteur assume, implicitement ou non, une «dette» à l'égard de sa famille élargie et de sa communauté villageoise. Autrement dit, les transferts apparaissent comme un moyen de manifester son attachement à son groupe social d'appartenance.

Par ailleurs, deux formes de transfert d'argent sont utilisées par les acteurs à l'étude: le transfert formel et le transfert informel. Le transfert formel consiste à envoyer de l'argent via les banques ou les structures de transfert d'argent. Ce type de transfert via les banques est moins utilisé par les ouvriers à l'étude. Le désistement à l'égard du transfert formel via les banques s'explique d'une part, par les lenteurs et les lourdeurs administratives, ainsi que des coûts reliés à ce genre de services et d'autre part, les acteurs redoutent les pertes fréquentes ou le retour de l'argent à cause de leur situation particulière à savoir l'éloignement de leur village, alors que ce genre de services est normalement localisé en ville; l'absence de banques dans leur région d'origine et la modestie

³ Il ne s'agit nullement ici, d'insinuer l'idée d'une absence d'esprit d'accumulation à long terme. La motivation d'entreprise y est présente mais le cadre socio-économique actuel ne s'y prête pas.

des sommes envoyées. C'est le cas de cet enquêté qui explique ses réserves en ces termes:

(...) non moi je n'utilise jamais ceux-là, ça demande beaucoup de chose et puis nos parents sont obligés de venir à Ouaga pour les retraits alors qu'ils ne savent ni lire ni écrire tu vois (...) Mes amis qui utilisent ça se plaignent toujours parce que leur argent finir par revenir en Côte d'Ivoire souvent même ça se perd, (il fait une pause de 30 seconde) bon quelqu'un d'autre le retire et puis ça reste comme ça.

En ce qui concerne le transfert informel, le corpus met en évidence deux systèmes de transfert informel les plus utilisés chez les ouvriers à l'étude: il s'agit d'une part, d'envoyer de l'argent en commissionnant des acteurs du groupe d'appartenance (parents en visite, amis qui rentrent) et d'autre part, d'envoyer de l'argent en se rendant soi même dans son pays d'origine. Pour les acteurs à l'étude, le transfert informel est sécuritaire, mais surtout rapide. Cependant, les tenants de la rapidité déplorent que parfois, l'argent peut ne pas parvenir au destinataire. Ce fait est révélé par les discours de la quasi-totalité des enquêtés.

(...) y a toujours quelqu'un dans le mois qui va au pays, c'est à cette personne qu'on donne l'argent souvent même des colis pour les parents (...) Si tu es vraiment proche de la personne qui va, tu n'as pas de crainte à te faire parce que l'argent arrive vite chez les parents mais si tu n'es pas trop proche de la personne qui s'en va, souvent les parents ne reçoivent pas l'argent ou reçoivent sa moitié (...) c'est bizarre non, mais c'est comme ça;

(...) c'est vraiment rare que je passe par les agences de transfert, je préfère plus faire les commissions aux amis ou parents qui rentrent au pays, souvent aussi je préfère attendre mon voyage parce que chaque année je vais voir ma femme et mes enfants souvent même deux fois dans l'année.

En poussant l'analyse et sur la base des verbatim plus-haut mentionnés, on se rend compte que le transfert d'argent effectué par les acteurs à l'étude diffère d'un acteur à un autre. On a ainsi deux groupes d'acteurs : Le premier groupe, majoritaire (81% des acteurs à l'étude) est doté d'une forte capacité dans les envois de fonds. Parmi eux, les ouvriers mariés ayant laissé leurs femmes et enfants au pays et les ouvriers célibataires. Ces deux catégories d'acteurs, parce qu'elles ont encore de la famille au pays, disposent d'une forte propension à transférer de l'argent. A ce propos, les données d'enquête indiquent que ce sont plus de 400000 FCFA que chaque acteur transfère par an à son groupe social d'appartenance resté au pays. Cette responsabilité familiale qui sous-tend ces envois de fonds participe également au retour définitif de ce groupe d'acteur dans leur pays d'origine. Autrement dit, les ouvriers migrants vivant sans leur famille en Côte d'Ivoire espèrent retourner définitivement au pays une fois qu'ils auront pu épargner assez d'argent pour y vivre dans de meilleures conditions. Toutefois, en pratique, la date du retour est souvent reportée et l'installation dans le pays d'accueil devient durable. Le discours de cet enquêté évoque ces faits:

(...) J'ai laissé ma famille au village pour venir me chercher en Côte d'Ivoire, j'ai donc l'obligation de leur envoyer de l'argent en tout moment mais j'économise aussi parce que je ne compte pas rester ici pour toujours. Je compte retourner un jour (...) Bon, je ne sais pas trop c'est quand, ce que je veux dire, c'est que j'ai des projets que je veux faire, si tout ça rentre en ordre, je retourne au pays.

Comme on peut le voir, les ouvriers migrants à l'étude sont «contraints» de soutenir leur famille restée au pays d'origine; pour la plupart, leur déplacement en Côte d'Ivoire vise à résoudre les problèmes de survie sociale rencontrés au pays.

Le second groupe, minoritaire (19% de l'ensemble des ouvriers migrants interrogés) a une faible propension à transférer de l'argent comparativement à la catégorie précédente, qui se justifie notamment par leur intégration en Côte d'Ivoire (ces ouvriers migrants ne comptent plus retournés dans leur pays d'origine) et par la situation matrimoniale. Ils sont mariés et ont la charge des enfants; ils se considèrent généralement comme des ivoiriens bien que n'ayant pas encore acquis la nationalité et les dépenses de consommation courante (rations alimentaires, loyers, charges) absorbent une très large fraction de leurs revenus. A ceci s'ajoutent les biens d'équipements, qu'aucune famille ne néglige (téléphones mobiles, meubles, télévision et autres appareils électroménagers, etc.) et les charges liées à l'éducation et l'entretien des enfants. La plupart d'entre eux s'affranchissent petit à petit du «fardeau» de l'aide financière qu'exige la solidarité familiale et communautaire. Le relâchement de cette contrainte a de lourdes conséquences sociales à leur rencontre : elles vont de «l'auto sanction morale» à l'isolement temporaire voire définitif de ces derniers par leur famille et/ou communauté.

Ces premiers résultats montrent comment les représentations sociales et pratiques associées à l'épargne expliquent les comportements d'épargne des ouvriers migrants. Chez ces acteurs à l'étude, l'épargne est transférée aux groupes sociaux d'appartenance restés au pays d'origine. Ces transferts de fonds constituent largement une consommation délocalisée bien plus qu'une épargne.

Mais, ces premiers résultats ne suffisent pas à eux seuls à rendre compte des comportements d'épargne des acteurs à l'étude. Aux représentations sociales, il faut ajouter les enjeux qui sous-tendent les pratiques d'épargne des ouvriers migrants.

2.2 La Consolidation des Liens Sociaux Comme Enjeu Principal des Pratiques D'épargne Chez les Ouvriers Migrants

L'épargne est mobilisée par les acteurs à l'étude comme une ressource d'entretien et de consolidation des liens sociaux au sein des différents groupes sociaux d'appartenance. En effet, les discours des enquêtés positionnent la mobilisation de l'épargne et son

transfèrement au pays comme un moyen de manifester son attachement aux groupes sociaux d'appartenance du milieu d'origine:

(...) c'est vrai que je ne suis pas au pays, je suis loin de ma famille et de mes amis mais je dois leur montrer qu'on est toujours ensemble et qu'en tout moment ils peuvent compter sur mon soutien. C'est ça qui fait qu'on ne croise pas les bras ici, on se cherche parce qu'il faut toujours avoir un peu d'argent sur toi de sorte que s'il y a quelqu'un qui va au pays, tu puisses le commissionner (...) C'est comme ça chez nous, on a l'obligation d'aider nos parents, de les soutenir. Ce que nous faisons ici c'est à cause d'eux, c'est pour lutter contre la pauvreté qui fait ravage chez nous.

Comme on peut le voir, les ouvriers migrants à l'étude sont «contraints» de soutenir leur famille restée au pays d'origine; pour la plupart, leur déplacement en Côte d'Ivoire vise à résoudre les problèmes de survie sociale rencontrés au pays. Cette générosité concrète—largement consommée dans le pays d'origine participe de l'entretien et de la consolidation des liens sociaux au sein des différents groupes sociaux d'appartenance.

L'épargne des ouvriers migrants ainsi que son transfèrement dans le pays d'origine permet également de tenir le statut des acteurs à l'étude, en particulier leur statut social dans leurs rapports avec leur groupe social d'appartenance. De fait, pour les enquêtés, la situation de migrant ne saurait les exempter socialement des dépenses liées à la survie sociale de leur groupes sociaux d'appartenance du milieu d'origine. Bien au contraire, envoyer de l'argent pour les dépenses de nourriture, de logement, d'habillement, de scolarité et de santé, en milieux d'origine, structure le rapport aux autres, le rapport à soi et plus spécifiquement le rapport aux groupes sociaux d'appartenance restés au pays et à la situation de migrant. Certains récits, comme ceux ci-après, donnent à voir le lien constant entre l'épargne et le rapport à la situation de migrant, le rapport à la famille restée au pays, le rapport à soi et le rapport aux autres:

(...) Je continue de jouer mon rôle de père de famille en étant ici en Côte d'Ivoire. J'ai laissé ma famille là-bas donc je ne peux pas dire que comme je ne suis pas là, ils n'ont qu'à se débrouiller, non ce n'est pas responsable ça (...) En tout cas je ne suis pas prêt pour perdre ma dignité donc je continue de m'occuper de ma famille malgré que je suis ici (...) C'est même pour bien prendre soin d'eux que je suis venu me chercher ici.

(...) Tu vois que je suis jeune non, mais c'est moi que les parents écoutent, c'est ce que je dis qu'ils font. C'est moi qui m'occupe d'eux, j'envoie l'argent pour leurs petits besoins, pour manger, pour se soigner (...) C'est tout ce que je fais là qui fait qu'ils m'écoutent.

(...) Aujourd'hui si les gens respectent mes parents au village c'est à cause de ce que je fais pour eux. C'est pas grand-chose mais ça les aide. Par exemple j'ai pu construire une petite maison au village ce qui fait qu'ils sont un peu bien loger par rapport avant (...) je peux dire que ça va, ils vivent un peu mieux que les autres, ce qui fait qu'ils sont fiers de moi.

De ce qui précède, on peut dire que la mobilisation de l'épargne apparaît comme une ressource sociale que les acteurs à l'étude mobilisent pour maintenir leur influence sur les groupes sociaux d'appartenance restés au pays. Autrement dit, chez ces ouvriers à l'étude, l'épargne permet d'agir sur la capacité à pouvoir et l'autorité sur les groupes sociaux d'appartenance restés au pays d'origine. Pis, ces 2 propriétés peuvent être positivement corrélées au sens statistique du terme. Les références des enquêtés aux termes «*je suis jeune mais c'est moi les parents écoutent*», «*j'ai le devoir de m'occuper de ma famille*», «*malgré que je suis ici en Côte d'Ivoire, c'est moi qui décide*», «*je fais ça pour que les gens me respectent*» peuvent s'entendre dans ce sens. Dans ces conditions, assurer la survie sociale des groupes sociaux d'appartenance restés au pays, en être le principal pourvoyeur, c'est maintenir voire consolider son influence sur ces groupes sociaux d'appartenance restés au pays. Un statut dynamique qui relève du construit social. La reconnaissance (Caillé, 2007) de ce statut aussi bien auprès des autres acteurs qu'auprès des groupes sociaux d'appartenance semble au centre d'une telle mobilisation de l'épargne des ouvriers migrants à l'étude.

Comme on peut le voir, l'importance de l'épargne tient à l'obligation sociale et familiale qui gouverne les comportements des ouvriers migrants. L'affectation majoritaire de leur revenu à l'épargne permet donc d'assurer les dépenses de consommation de la famille restée au pays. Cet attachement aux groupes sociaux d'appartenance restés au pays permet également de réduire encore plus la capacité de consommation dans le pays d'accueil de façon drastique, et de ce fait les incitent à refreiner fortement toute tentation d'adoption d'un mode de vie analogue à celui des ouvriers non migrants à revenus égaux.

CONCLUSION

En somme, l'étude s'est appuyée principalement sur la théorie des jeux (Walliser, 1994) pour rendre compte des représentations sociales, des enjeux, des pratiques et usages de l'épargne chez les ouvriers migrants de la zone industrielle de Yopougon. De ce point de vue, le jeu débute au moment du départ de l'acteur à l'émigration. Les parents sont les premiers à jouer. Ils ont la possibilité d'encourager leur enfant, par un soutien actif-financier et/ou moral ou de le laisser se débrouiller tout seul. Une fois arrivé dans le pays d'accueil, le migrant joue à son tour. Il a la possibilité d'aider ses parents en leur envoyant régulièrement ou par moments de l'argent, ou de ne leur apporter aucune aide financière.

Le second jeu a trait à la régularité des transferts financiers et l'utilisation qui en est faite par les bénéficiaires. D'un côté, l'ouvrier migrant qui souhaite maintenir les liens de solidarité familiale a le choix d'opérer des transferts financiers réguliers ou irréguliers,

voire exceptionnels. De l'autre, les parents qui décident, une fois la couverture des besoins vitaux de la famille assurée, entre une affectation productive ou improductive du reste de ces transferts de fonds. L'intérêt évident d'une affectation productive d'une partie des transferts est de permettre aux parents bénéficiaires de se prendre en charge eux-mêmes.

On peut donc retenir que l'un des facteurs explicatifs des comportements d'épargne que cette étude met en exergue concerne l'amélioration du niveau de vie des groupes sociaux d'appartenance restés au pays. L'étude a également mis l'accent sur le fait que les pratiques d'épargne des ouvriers migrants répondent à une logique d'entretien et de consolidation des liens sociaux dans les groupes sociaux d'appartenance restés dans le pays d'origine.

Les premiers résultats qui montrent d'une part, comment l'épargne des ouvriers migrants se concrétise par des envois de fonds dans leur pays d'origine et d'autre part, comment ces transferts de fonds constituent une consommation délocalisée bien plus qu'une épargne, confirment les travaux de Dieng (2000) sur le comportement financier des migrants maliens et Sénégalais en France. Dans cette étude, l'auteur montre comment la générosité des migrants maliens et Sénégalais envers leurs différents groupes sociaux d'appartenance restés au pays d'origine est un frein supplémentaire à leur intégration économique en France. Pour l'auteur, le transfert de fonds à la famille demeure une variable explicative importante des motivations d'épargne des migrants maliens et sénégalais. La raison du transfert est la consommation immédiate: achat de nourriture, de médicaments, de fournitures scolaires, d'habits, etc. En un mot, l'argent est envoyé pour que la famille puisse «se débrouiller», selon l'expression même des enquêtés de cette étude.

Avant Dieng, les recherches menées par Herry (1991) ont donné des résultats similaires. Selon lui, les migrants burkinabés qui ont plusieurs enfants dans le village d'origine envoient régulièrement de l'argent au pays. Ceux qui ont eu des enfants dans le pays d'accueil transfèrent des fonds aux groupes sociaux d'appartenance restés au pays de façon occasionnelle.

Dans son article « mobiles d'épargne et différents types d'épargnants » Servet (1996) abonde dans le même sens en affirmant qu'en Afrique subsaharienne, l'importance de l'épargne est largement déterminée par l'esprit d'entraide familiale et communautaire.

Le deuxième résultat qui concerne plus précisément l'enjeu des comportements d'épargne des ouvriers migrants corrobore les résultats de recherche de DeSipio (2000) dans ses études sur les envois de fonds des migrants des communautés latino-américaines des USA. L'auteur a mis en exergue la volonté des migrants de maintenir et consolider les liens sociaux dans les groupes sociaux d'appartenance du milieu d'origine.

Enfin, les résultats produits ici remettent en cause les travaux qui montrent que c'est l'amélioration de leur situation en terme absolu et relatif qui est à l'origine de la forte propension de l'épargne chez les migrants défavorisés (Chedemail, 1998; Blion, 1992; Papademetriou, 1993). Pour Chedemail (1998), les migrants venant des milieux précarisés ne souhaitent pas toujours revenir dans l'espace trop traditionnel de leurs provinces. Ce sont les grandes agglomérations qui les attirent par leurs possibilités multiples d'emplois et d'investissements, comme par leur mode de vie. Les résultats de cette étude ne remettent pas en cause l'élaboration des projets destinés à asseoir le développement d'une activité à leur retour, mais souligne le fait qu'au-delà de ces investissements destinés à des activités productives, l'épargne des ouvriers migrants vise d'une part, à améliorer de façon significative la situation économique de leurs groupes sociaux d'appartenance restés au pays et, dans quelques cas isolés, la situation économique de petites communautés et d'autre part, l'entretien et la consolidation des liens sociaux des groupes sociaux d'appartenance restés au pays.

REFERENCES

- Bardin, L. (2007). *L'analyse du contenu* (p.291). Paris: PUF.
- Blion, R. (1992). Retour au pays des Burkinabé de Côte-d'Ivoire. dans *Hommes et Migration*, (1160), 28-31.
- Caillé, A. (Dir.). (2007). *La quête de la reconnaissance, Nouveau phénomène social total*. La Découverte, Collection «Texte à l'appui» / Bibliographie du MAUSS.
- Chedemail, S. (1998). *Migrants internationaux et diasporas* (p.188). Paris: Armand Colin.
- CIADITB (Confédération Internationale des Associations de Diplômés de l'Institut Technique de Banque). (1988). *L'épargne et sa collecte en Afrique* (p.210). Paris: La Revue des Éditeurs.
- Cissé, D. (1969). *Problèmes de la formation de l'épargne interne en Afrique occidentale*. (p.278). Paris: Présence africaine.
- Cyimpayé, D. (2001). *Migration, emploi et épargne en Afrique: Le cas des migrants burkinabé à Abidjan (Côte-d'Ivoire)*. Thèse de Doctorat, Université Laval Québec.
- Dépelteau, F. (2000). *La démarche d'une recherche en sciences humaines: De la question de départ à la communication des résultats*. Laval, Les Presses de l'Université Laval.
- DeSipio, L. (2000). *Sending money home for now: Remittances and immigrant adaptation*. In the United States.
- Dieng, S. A. (2000). *Epargne, crédit et migration : le comportement financier des migrants maliens et Sénégalais en France* (p.421). Thèse de Doctorat, Université Lumière Lyon 2.
- Heinfinbrant, L. (2001). *Les migradollars, état des (mé) connaissances*. Fondation Baudouin, CIRE.

- Herry, C. (1991). Quelques aspects des relations ville-campagne. dans *Queçnel A. et Vimard*, 231-241.
- Lelart, M. (1990). *La tontine: Pratique informelle de l'épargne et de crédit* (p.356). Paris: John Libbey Eurotext.
- Lida, D. S., & Koffi, K. V. (2014). Les logiques sociales d'épargne chez les entrepreneurs de l'Association des Commerçants de Niangon Sud (ACN-Sud). *Revue Sociétés & Economies*, (2), 53-66.
- Papademetriou, G. D. (1993). Objectifs et mise en œuvre des politiques d'immigration. dans *OCDE*, 231-241.
- Servet, J.-M. (1996). Mobiles d'épargne et différents types d'épargnants: Approche socio économique dans le contexte de l'Afrique subsaharienne. *Annales marocaines d'Économie*, (17), 51-58.
- Soko, C. (2012). *Les entrepreneurs informels en Côte d'Ivoire. Entre l'Etat, le Marché et les circuits de financement*. Paris: Harmattan.
- Strauss-Kahn, D., & Kessler, D. (1982). *L'épargne et la retraite* (p.183). Paris: Economica.
- Walliser, B. (1994). *L'intelligence de l'économie* (p.282). Paris: Editions Odile Jacob.